

ATP

Terreur à Bombay

Inde. Mercredi 26 novembre, la capitale financière de l'Inde devient l'otage d'une dizaine de terroristes. Après le carnage et la peur, l'heure est au deuil et, surtout, aux questions.

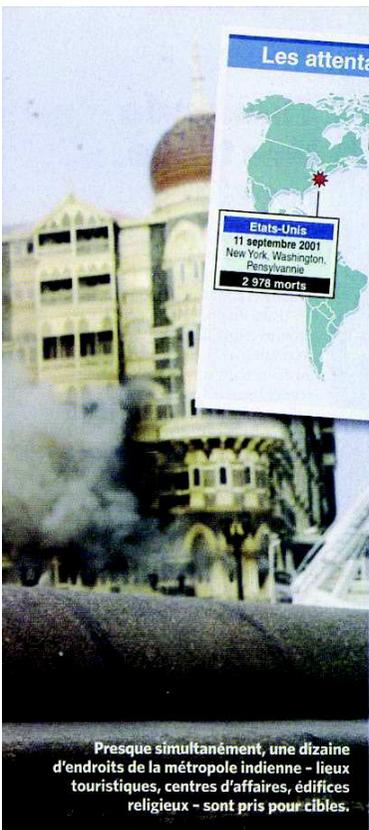
Le dernier bilan est lourd : 174 morts et près de 300 blessés. Les auteurs de ce drame ? Dix terroristes qui ont semé la terreur pendant trois jours à Mumbai (ex-Bombay). Presque simultanément, une dizaine d'endroits de la métropole indienne sont pris pour cibles le 26 novembre. Les endroits visés – lieux touristiques, centres d'affaires, édifices religieux – n'ont pas été choisis au hasard. Le critère de sélection ? La visibilité médiatique qu'ils peu-

vent engendrer. Pas étonnant donc que parmi les victimes et les centaines de personnes prises en otage par les terroristes, on compte de nombreux étrangers. L'engorgement des attentats est sans précédent en Inde. Des méthodes de commandos, des fusillades aveugles, des attaques parfaitement synchronisées contre plusieurs objectifs, dont certains fréquentés par des Occidentaux, et des prises d'otages : le mode opératoire révèle un changement de stratégie dans l'histoire du terrorisme en Inde, jusque-là davantage habituée aux attentats à la bombe

contre des trains, des gares ou des marchés. «C'est une chose de poser des bombes et de se fondre dans la foule. C'en est une autre d'arriver par la mer et de lancer une offensive d'une telle ampleur», a déclaré un haut responsable des renseignements indiens. En un sens, cette offensive est l'équivalent indien du 11 septembre.

«L'armée des pieux»

A L'ISSUE DES AFFRONTEMENTS AVEC les forces de l'ordre indiennes, neuf des terroristes ont été tués. Le dixième a été capturé. Les premiers éléments



Presque simultanément, une dizaine d'endroits de la métropole indienne – lieux touristiques, centres d'affaires, édifices religieux – sont pris pour cibles.



pays. Pourtant, Islamabad, qui a fermement condamné les attentats, dément et dit n'avoir accordé qu'un soutien moral et diplomatique aux séparatistes cachemirais.

Comble du malheur : l'attaque a lieu au moment où le processus de paix entre New Delhi et Islamabad reprenait, jetant une ombre sur les efforts d'entente. Quelques jours encore avant le drame, le président pakistanais Asif Ali Zardari – veuf de la leader assassinée Benazir Bhutto – avait fait plusieurs offres courageuses à l'Inde. Dimanche 30 novembre, l'agence de presse PTI a affirmé que New Delhi envisageait de suspendre le processus de paix. Le lendemain, le secrétaire d'Etat indien aux Affaires étrangères Anand Sharma déclarait : «Ces hommes venaient tous du Pakistan. Nous parlons d'éléments au Pakistan. Ce qui s'est passé porte un coup sérieux au processus de normalisation des relations et aux mesures de renforcement de la confiance mutuelle avec le Pakistan».

Le même jour, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice se rendait à Londres pour des consultations avec les dirigeants britanniques qui entretiennent des relations étroites avec les deux puissances nucléaires du sous-continent indien, appelant Islamabad à une «coopération complète, absolue et totale» dans l'enquête sur les attentats. Elle était attendue le 3 décembre à New Delhi, comme «manifestation supplémentaire» de la solidarité des Etats-Unis.

Tensions indo-pakistanaises

CÔTÉ PAKISTANAIS, la ligne de défense est connue : la mise en cause du Lashkar-e-Taiba qui aurait planifié et exécuté l'assaut selon la police indienne ne prouve rien. Asif Ali Zardari lui-même parle d'«acteurs non-étatiques». Dans une interview accordée au *Financial Times*, le président pakistanais a rejeté toute complaisance envers les extrémistes islamistes : «Même si ces activistes sont liés au Lashkar-e-Taiba, qui croyez-vous que nous combattons ?», soulignant que l'armée pakistanaise luttait contre des islamistes radicaux sur sa frontière avec l'Afghanistan. Indiens et Américains restent sceptiques face à ce discours, car ces «acteurs non-étatiques» ont longtemps été couvés et soutenus en sous-main par l'ISI qui dispose d'un solide enracinement dans

l'appareil bureaucratique-militaire d'Islamabad et dans les réseaux islamistes. Dans une telle situation, la tâche du nouveau pouvoir civil en place à Islamabad, bien fragile face à l'ISI, est délicate et la relation entre pouvoir civil et armée se tend à nouveau. Le Pakistan est d'ailleurs revenu sur son offre initiale d'envoyer le chef de ses services de renseignement en Inde. Cette confusion autour de l'envoi au directeur de l'ISI illustre bien la complexité des rapports de force au sein du pays. Plus grave encore : le Pakistan a menacé de masser des troupes le long de sa frontière avec l'Inde.

Sur le plan intérieur, la réaction des autorités aux attaques a également provoqué des remous. Le ministre de l'Intérieur, le conseiller à la sécurité nationale, le chef du corps des gardes-côtes, le chef du gouvernement local de l'Etat de Maharashtra où se trouve Bombay ainsi que son adjoint ont présenté leur démission. N'ayant pas su identifier la menace, les services de renseignement indiens sont eux aussi sous pression.

A la surprise générale, CNN et ABC News ont affirmé que les services secrets américains ont prévenu dès mi-octobre leurs homo-

Cette offensive est l'équivalent indien du 11 septembre.

logues indiens de la possibilité d'une attaque de la mégalopole «par la mer contre des hôtels et des centres commerciaux». Un responsable de l'intelligence américaine, qui tient à rester anonyme, a expliqué à ABC News avoir fourni à New Delhi une liste de cibles spécifiques dont l'hôtel du Taj Mahal, effectivement visé par les islamistes. Les services de renseignement indiens ont confirmé à CNN avoir été mis en garde par leurs collègues américains et ce par deux fois ! La population indienne en arrive à se demander s'il faut croire le gouvernement qui accuse le voisin pakistanais. De nombreux journalistes, blogueurs ou simples citoyens sont furieux contre la classe politique focalisée sur ses disputes internes et qui n'a pas su prévenir un tel bain de sang.

Entre temps, le ton a baissé d'un cran entre Islamabad et New Delhi. L'Inde a demandé au Pakistan de lui livrer plusieurs suspects dont le chef présumé de Lashkar-e-Taiba, assurant ne pas envisager d'action militaire. En réponse, Islamabad demande des preuves, proposant de nouveau à son voisin de créer une équipe conjointe pour enquêter.

AMINA BOUBIA